

Préface déconfinée

Fabrice VIRGILI et Camille NOÛS

Dans leur introduction, les directrices de ce volume rappellent comment elles ont voulu ancrer leur questionnement sur les femmes contre le changement au XVIII^e siècle car « le temps long nous aide à comprendre ce que le genre fait à ce paradigme ». J'ajouterai que le temps est d'ailleurs le luxe des historiens et des historiennes, le temps du recul qui permet d'envisager ses objets d'études plus loin des turbulences de la simultanéité, le temps d'une écriture non contrainte par les délais journalistiques et urgences médiatiques qui nous permet de laisser mûrir notre réflexion. Il n'y a pas d'urgence en histoire comme aime à le dire l'épouse d'un collègue et ami historien. Je crains que peu d'entre nous ne se reconnaissent aujourd'hui cheminant tranquillement au travers de cette temporalité paisible. L'ouvrage que vous tenez entre les mains est aussi le résultat des bourrasques du présent.

Pourtant, c'est tranquillement que ce projet a pris corps, d'abord dans le parcours de chacune des directrices, participant les unes ou les autres à différentes manifestations au cours des années 2010 : La violence politique des femmes, Réseaux de femmes, femmes en réseaux, Genre et engagement en temps de guerre, Anti-européisme et antiféminisme en Europe¹ et chacune se questionnant sur les femmes qu'elles croisaient dans leurs archives et qui, contrairement à elles-mêmes et à beaucoup d'autres femmes, ne semblaient nullement sensibles aux voix de l'émancipation². C'est par leur rencontre à l'université Rennes 2, que ces réflexions jusque-là parallèles devinrent une envie puis projet commun, celui du colloque « Les femmes contre le changement ? Engagements féminins entre conservatisme, réaction et extrémisme en Europe (fin XVIII^e-XXI^e siècle) ». Nous nous retrouvions alors à Rennes, les jeudi 12 et vendredi 13 mars 2020.

Au fur et à mesure du déroulement des panels – les organisatrices m'avaient sollicité pour animer celui du vendredi 13 intitulé « Construire l'État » – l'attention de l'auditoire, les discussions formelles comme informelles, confirmaient la justesse du questionnement. Incontestablement les intervenantes et intervenants avaient joué le jeu. La qualité des interventions, leur diversité mais

1. PICCO Dominique, « "Réseaux de femmes, femmes en réseaux" : Avant-propos », *Genre et histoire*, n° 12-13, printemps-automne 2013 ; DERRIEN Marie, GIRAUDIER Fanny et GOBIN Charlotte, « Introduction – Penser l'engagement en temps de guerre au prisme du genre (XVI^e-XXI^e siècles) », *Genre et histoire*, n° 19, printemps 2017 ; atelier « Genre et antieuropéisme en Europe au XX^e siècle », organisé par Valérie Dubslaff, LabEx EHNE, 26 juin 2018, à Paris.

2. *Genre et émancipation* était le thème du 2^e congrès de l'Institut du genre tenu à Angers fin août 2019.

toutes tournées vers ces *lents processus et modes d'intégration des femmes conservatrices, réactionnaires et extrémistes en politique* soulignaient combien ce champ pionnier s'enrichissait de nouvelles perspectives. Nous participions à un moment particulièrement riche d'écriture de l'histoire et en étions fort satisfaits. Pourtant, à cette atmosphère studieuse s'ajoutait le sentiment étrange de partager non seulement un moment épistémologiquement intense, mais aussi de vivre des heures bien singulières.

À la fin de la première journée, le 12 mars au soir, alors que nous nous retrouvions pour dîner toutes et tous ensemble, le président de la République Emmanuel Macron prononçait son *Adresse aux Français* à propos de la pandémie de Covid-19³. Parmi les nombreuses mesures annoncées pour faire face à la propagation du virus, la fermeture de tous les établissements scolaires, donc de nos universités, dès le lundi suivant. Nous ne savions pas encore que le dimanche 16, de retour chez nous après ce beau colloque, le président prendrait à nouveau la parole pour annoncer que cette date du 17 serait également celle d'une période de « déplacements très fortement réduits », ce que nous allions rapidement appeler le « confinement ». Cependant, nous ressentions bien ensemble cette incertitude de l'avenir immédiat. Il nous restait quelques heures de discussions, de débats, de pauses-café et de repas partagés, d'un colloque qui risquait d'être le dernier avant longtemps ?

De ces bouleversements d'un caractère inédit, le mérite des maîtresses d'œuvre du colloque puis de l'ouvrage fut de mener jusqu'à son terme le processus. École à la maison pour celles qui avaient des enfants, cours en ligne, perte de revenus pour qui n'était pas en poste, quand ce n'était pas la maladie. Tout le monde a vécu ces moments perturbants, parfois dramatiques, a tenté de s'y adapter au mieux – non nous n'étions pas des « héros de guerre » –, mais c'est au cours de ces mois de sidération que Fanny Bugnon, Camille Cleret, Valérie Dubslaff, Tauana Olivia Gomes Silva, Solenn Mabo ont « à distance » fait cet ouvrage, avec les autrices et les auteurs et les Presses universitaires de Rennes – que tout le monde en soit grandement remercié.

À cette irruption de l'événement dans le déroulement de notre métier, j'aimerais évoquer deux autres événements, de nature certes différente, mais qui ont chacun à leur manière conduit à des ajustements aussi bien dans le travail que dans la réflexion.

La première concerne la part croissante, jusqu'à en devenir étouffante, des nouvelles injonctions dans notre travail : recherche de financements, formulaires en tout genre, inertie bureaucratique, multiplication des démarches et surtout le temps consacré à ces multiples tâches qui explose. Il n'est là nullement question d'une lourdeur inhérente au « mammoth » ou d'une parenthèse justifiée par les circonstances exceptionnelles évoquées plus haut, mais des résultats d'une

3. MACRON Emmanuel, *Adresse aux Français*, 12 mars 2020, [<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>]. À cette date, « Covid-19 » était encore masculin, y compris dans la bouche du président de la République avant que l'Académie française ne se prononce en faveur d'un genre féminin, voir ACADEMIE FRANÇAISE, « Le covid 19 ou La covid 19 », 7 mai 2020, [<https://www.academie-francaise.fr/le-covid-19-ou-la-covid-19>], consulté le 3 mars 2023.

politique continue d'affaiblissement de la recherche publique : économies, sous-emploi, concurrence entre nos établissements, financements sur projet au détriment du fondamental... Le 5 mars, une semaine à peine avant notre colloque, 150 revues « en lutte » cosignaient avec Camille Noûs⁴ un éditorial commun pour rappeler notre attachement au service public de la recherche, refuser le pilotage vertical et par projet, l'encouragement à la concurrence et « la casse des formes de collaboration et d'émulation solidaire qui font la force et l'honneur du modèle français de la recherche⁵ ». La loi dite Vidal fut adoptée en novembre 2020 alors que les universités demeuraient closes (2^e confinement). Le mérite des organisatrices est d'avoir maintenu les fils d'une fidélité scientifique et amicale et non ceux d'un opportunisme ponctuel. Oui, cet ouvrage, sa richesse et sa diversité sont le fruit d'un long cheminement collectif par-delà les multiples périmètres et cloisonnements que l'on tend à nous imposer.

En bon historien et historienne, terminons maintenant par la chronologie, et les limites de notre sujet. Peut-être imprudemment nous⁶ ne précisons pas davantage le terme de notre questionnement que par un « fin XVIII^e-XXI^e siècle ». Depuis que nous nous sommes séparées le 13 mars 2020 en fin d'après-midi, « l'histoire nous a mordu la nuque⁷ ». Cela n'a évidemment pas échappé aux directrices de l'ouvrage qui dès le deuxième paragraphe de leur introduction évoquent les effets du « virage droitier notoire à l'échelle mondiale » observé depuis la seconde moitié des années 2010. Les *femmes contre le changement...* difficile de ne pas évoquer deux événements récents qui méritent de futurs travaux mais ne sont pas et pour cause dans ce volume.

Alors que la situation de la recherche française avait justement été l'objet de nombreuses contributions lors du mouvement contre la LPR, c'est une autre question clairement inscrite dans l'agenda de l'extrême droite qui s'immisçait dans les débats de l'élection présidentielle française. Que la recherche ait les moyens de ses ambitions, et les étudiantes et étudiants ceux de leur formation et de leur condition de vie paraissent de peu d'importance alors que les universités étaient de tout le système éducatif demeurées le plus longtemps fermées, jusqu'au 4 février 2021. Le péril n'était plus un virus mais une gangrène.

Le 14 février 2021, la ministre de la Recherche Frédérique Vidal interrogée par Jean-Pierre Elkabbach sur CNews abondait dans la désignation d'une gangrène islamo-gauchiste à l'université comme dans la société. « Absolument », répondait-elle à son intervieweur qui déclinait le péril en y intégrant « les indigénistes qui disent la race, le genre, la classe sociale, ça forme un tout ».

4. Le 20 mars 2020 naissait Camille Noûs, incarnant la contribution de la communauté aux travaux de recherche, sous la forme d'une signature collective. Cette signature, pensée comme celle d'un consortium scientifique, revendique le caractère collaboratif et ouvert de la création et de la diffusion des savoirs, sous le contrôle de la communauté académique. Elle est appelée à devenir une marque d'intégrité.

5. Parmi elles, les principales revues en histoire, sociologie, sciences politiques et études de genre, voir [<https://universiteouverte.org/2020/03/05/edito-commun/>].

6. « Nous », c'est-à-dire autant les organisatrices que le comité scientifique dont j'étais membre.

7. BENSÂÏD Daniel, « L'histoire nous mord la nuque », in Daniel BENSÂÏD (dir.), *Les trotskysmes*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, p. 96-110.

Son propos s'inscrivait alors dans deux décennies d'un mouvement profondément réactionnaire, désormais bien renseigné contre les savoirs critiques⁸. Des campagnes contre « la théorie du *gender* » du début des années 2010⁹ à la dénonciation progressive du décolonial, de l'intersectionnel, puis de la « déconstruction » jusqu'à la « panique woke¹⁰ », tout cela conduisait à dénoncer « péjorativement ceux qui sont engagés dans les luttes antiracistes, féministes, LGBT ou même écologistes¹¹ ». Mais au-delà de la résonance politique du propos, qui en rejoignait bien d'autres, sa position de pouvoir en particulier hiérarchique au sein de nos différentes institutions de recherche, fragilisait le champ de la recherche dans lequel nous nous inscrivons. Après avoir évoqué des sanctions pour chaque incident et une régulation par les pairs la ministre déclarait avoir demandé au CNRS de faire « une enquête sur *ces courants* dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève du militantisme de l'opinion ». L'atmosphère avait un air de chasse aux sorcières¹².

Le 16 février, soit deux jours plus tard, la Conférence des présidents d'université¹³ faisait « part de sa stupeur face à une nouvelle polémique stérile sur le sujet de l'"islamo-gauchisme" à l'université. "L'islamo-gauchisme" n'est pas un concept. C'est une pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique, et qu'il conviendrait de laisser, sinon aux animateurs de CNews, plus largement, à l'extrême droite qui l'a popularisé ». Le lendemain, le CNRS précisait à son tour : « "L'islamogauchisme", slogan politique utilisé dans le débat public, ne correspond à aucune réalité scientifique. [...] Le CNRS condamne avec fermeté celles et ceux qui tentent d'en profiter pour remettre en cause la liberté académique, indispensable à la démarche scientifique et à l'avancée des connaissances, ou stigmatiser certaines communautés scientifiques. Le CNRS condamne, en particulier, les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche, comme les études postcoloniales, les études intersectionnelles ou les travaux sur le terme de "race", ou tout autre champ de la connaissance¹⁴. »

Réactions attendues et bienvenues sur le moment, pourtant où en est-on deux ans plus tard ? L'offensive politique menée à l'encontre de nos thématiques et des chercheuses et chercheurs qui s'y consacrent – j'en oubliais presque la question de l'écriture inclusive proscrite par circulaire au sein du ministère de l'Éducation

8. GAUTIER Claude et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *De la défense des savoirs critiques. Quand le pouvoir s'en prend à l'autonomie de la recherche*, Paris, La Découverte, 2022, p. 190 et sq.

9. Dont la campagne contre les abécédaires pour l'égalité analysée par Mégane Erhani en fin de volume, « Une opposition des femmes à la déconstruction des stéréotypes de genre. Des engagements en apparence paradoxaux ».

10. MAHOUEAU Alex, *La panique woke. Anatomie d'une offensive réactionnaire*, Paris, Textuel, 2022.

11. POLICAR Alain, « De woke au wokisme : anatomie d'un anathème », *Raison présente*, vol. 221, n° 1, 2022, p. 115-118.

12. « Non à la chasse aux sorcières islamo-gauchistes », communiqué de la CPCNU du 17 février 2021, [<https://academia.hypotheses.org/31089>].

13. « "Islamo-gauchisme" : stopper la confusion et les polémiques stériles », communiqué de la Conférence des présidents d'université du 16 février 2021, [<https://www.alliance-athena.fr/communique-de-la-conference-des-presidents-duniversite-du-16-fevrier-2021/>].

14. « L'"islamogauchisme" n'est pas une réalité scientifique », CNRS-Institutionnel, 17 février 2021, [<https://www.cnrs.fr/fr/l-islamogauchisme-nest-pas-une-realite-scientifique>], consulté le 3 mars 2023.

nationale¹⁵ – a-t-elle modifié nos conditions de recherche? À défaut d'un travail, que j'espère en cours, sur une possible influence de ce climat sur nos pratiques, je me limiterai à quelques questions. À l'instar de l'IEP de Grenoble « puni » par la région Auvergne-Rhône-Alpes dirigée par Laurent Wauquiez et privée de sa subvention, rencontrons-nous de nouvelles difficultés pour financer nos recherches¹⁶? Les mots associés à nos thématiques, genre, *queer*, déconstruction, décolonial, postcolonial, race, racisés, trans, classe, intersectionnel, sont-ils évités et dans quels contextes? Des chercheuses ou chercheurs, en particulier non titulaires, sont-ils encouragés à mettre en retrait ces thématiques? Et au-delà d'éventuelles et réelles injonctions, cette intimidation larvée se traduit-elle parmi nous par des formes d'autocensure? À défaut de pouvoir ici apporter des réponses, je ne peux que souligner la nécessité de poursuivre l'exploration de nos champs de recherche. Cet ouvrage y contribue.

Parce que cet événement concerne à la fois la thématique de l'ouvrage et les conditions de sa production comme de sa diffusion, il était indispensable de s'y arrêter, nous n'en sommes pas encore sortis. Le deuxième événement, encore plus récent, est plus classique d'un point de vue d'histoire politique, il s'inscrit également dans le tournant droitier évoqué plus haut, et s'il concerne aussi le pouvoir c'est à son sommet : l'arrivée inédite de la première femme, et de la première membre d'un parti d'extrême droite, I Fratelli d'Italia, à la tête du gouvernement italien. Giorgia Meloni devient, le 22 octobre 2022, présidente du Conseil des ministres d'Italie, un siècle presque jour pour jour après l'accession de Benito Mussolini à la même charge le 31 octobre 1922. Elle n'est pas la première femme chef d'État en Europe, mais la première d'un parti d'extrême droite qui place la défense de la famille patriarcale au cœur de son projet politique. En octobre 2019, lors d'un rassemblement de la coalition des droites, elle avait fait le choix de définir son projet politique par sa propre identité : « La famille est leur ennemie, l'identité nationale est leur ennemie, l'identité de genre est leur ennemie. Ils veulent que nous devenions parent 1, parent 2, parents LGBT, citoyen X, des codes. Mais nous ne sommes pas des codes! Nous sommes des personnes, nous défendrons notre identité! Je suis Giorgia! Je suis une femme! Je suis une mère! Je suis Italienne et je suis chrétienne, vous ne me l'enlèverez jamais¹⁷! »

Le 25 septembre 2022, jour du vote, jouant des règles interdisant la propagande électorale, Giorgia Meloni poste une courte vidéo sur Instagram. On la voit tenant deux melons devant elle qui se contente de dire « 25 settembre : *Ho detto tutto* [25 septembre : j'ai tout dit¹⁸] ». Contrairement à un public français

15. Circulaire du 5 mai 2021, « Règles de féminisation dans les actes administratifs du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et les pratiques d'enseignement », *Bulletin officiel*, n° 18, 6 mai 2021, [<https://www.education.gouv.fr/bo/21/Hebdo18/MENB2114203C.html>], consulté le 3 mars 2023.

16. Communiqué – mise au point de la direction de Sciences Po Grenoble, 21 décembre 2021, [<http://www.sciencespo-grenoble.fr/communiqu-mise-au-point-de-la-direction-de-sciences-po-grenoble-uga/>], consulté le 15 juin 2023.

17. Cité par POUTHIER Jean-Luc, « Le fascisme revient-il en Italie? », *Études*, n° 11, 2022, p. 7-16.

18. MELONI Giorgia, « 25 settembre: Ho detto tutto », [<https://youtu.be/FNUIYSczL0M>], consulté le 3 mars 2023.

qui peut y voir une image empreinte de vulgarité et à connotation sexuelle, pour les Italiennes et Italiens, la polémique ne portait que sur l'éventuelle infraction à la loi électorale, puisque les melons, *meloni* en italien, évoquent son patronyme¹⁹. Après un Premier ministre, Silvio Berlusconi, qui construisit son charisme, d'abord comme *self made man*, puis comme figure masculinisée érotisée, par la présence récurrente de bimbos ou de *veline* autour de lui²⁰, ou la Ligue du Nord dirigée par Matteo Salvini à propos de laquelle on évoque le *celodurismo*, du slogan *La Lega ce l'ha duro*, autrement dit « La Ligue bande », répété à satiété lors des réunions de l'organisation, Giorgia Meloni propose au contraire une image de femme peu sexualisée, privilégiant l'image de Chef, celle d'une virilité politique mais non sexuelle.

Les femmes contre le changement, longtemps ignorées – à l'image de la violence des femmes²¹ – car secondaires dans une historiographie qui avait d'abord envie, besoin, de rendre visible des figures positives de femmes engagées dans la contestation de la domination masculine et dans la voie de leur émancipation, fut un chantier timidement ouvert il y a une quarantaine d'années qui se développe très largement aujourd'hui. Si les deux derniers exemples posent de manière explicite et probablement de plus en plus fréquente la question de l'exercice même du pouvoir par des femmes et non seulement de l'engagement ou de la contribution à celui-ci, laissons maintenant les autrices et auteurs de cet ouvrage nous faire la démonstration de la multiplicité des questionnements et des pistes de recherches toujours aussi fécondes afin d'appréhender au mieux ce qui nous arrive.

19. Merci à mon collègue et ami Giovanni Focardi de l'université de Padoue, pour ces précisions.

20. MARTINEZ TAGLIAVIA Francesca, « Images et pouvoirs : Berlusconi et les "veline" ». Entretien avec Francesca Martinez Tagliavia », *Vacarme*, vol. 81, n° 4, 2017, p. 88-98. Francesca Martinez Tagliavia est docteure en esthétique. Sa thèse soutenue en 2015 à l'EHESS s'intitule *Faire des corps avec les images : la contribution visuelle de la velina au charisme de Berlusconi*. *Veline* désigne les femmes employées pour leur corps érotisé et légèrement vêtues.

21. CAPDEVILA LUC, MARTIN Jean-Clément, LAGRAVE Rose-Marie et HÉRITIER Françoise, « Controverse "Femmes et violence", par Cécile Dauphin et Arlette Farge », *Le Mouvement social*, vol. 4, 1999, p. 83-110.